CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
10-07-1983
Transmis à M. Procédure
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 2 février 1983, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant modification du Code Judiciaire et mesures transitoires en vue de la constitution de deux Ordres autonomes d'avocats dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles", amendé par le Ministre le 9 juin 1983, a donné le 29 juin 1983 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 2e februari 1983 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende wijziging van het Gerechtelijk Wetboek en overgangsmaatregelen met het oog op de oprichting van twee autonome Orden van advocaten in het gerechtelijk arrondissement Brussel", door de Minister op 9e juni 1983 geamendeerd, heeft de 29e juni 1983 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

L'intitulé pourrait être simplifié comme suit, sans perdre de sa précision :

"Loi portant modification du Code judiciaire en vue de la constitution de deux Ordres d'avocats dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles".

DISPOSITIF.

Article 1er.

La phrase liminaire devrait, conformément à l'usage, être rédigée comme suit :

"L'article 430 du Code judiciaire est remplacé par les dispositions suivantes :".

Il n'y a pas de raison de rédiger au pluriel le texte français de l'alinéa 7 de l'article 430 en projet, les alinéas 2 et 3 actuellement en vigueur s'appliquant déjà, bien qu'ils soient au singulier, à tous les Ordres d'avocats du pays. Le texte français de l'alinéa 7 en projet serait donc mieux rédigé comme suit :

"Le tableau et la liste sont affichés par les soins du bâtonnier, qui veille à leur mise à jour".

Dans le texte néerlandais, il conviendrait d'écrire "door toedoen van de stafhouder" au lieu de "door toedoen van hun stafhouder".

.../...

Article 2.

La phrase liminaire devrait, conformément à l'usage, être rédigée de la manière suivante :

"L'article 433 du même Code est remplacé par les dispositions suivantes :".

Article 3.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"L'article 448, alinéa 1er, du même Code est remplacé par l'alinéa suivant :".

Article 4.

Il conviendrait de rédiger l'article comme suit :

"Article 4.-

A l'article 451 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

"1° Le signe "§ 1er" est supprimé.

2° Le paragraphe 2 est abrogé".

Article 5.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pourquoi, dans les amendements qui lui ont été transmis, l'alinéa en projet selon l'article 5 de l'avant-projet originel a été omis. Supposant qu'il s'agit d'une simple inadvertance, il propose de rédiger l'article 5 comme suit :

"Article 5.-

Dans l'article 490 du même Code, modifié par la loi du 7 juin 1972, les alinéas 3 et 4 sont remplacés par les alinéas suivants :

"Les barreaux sont représentés au Conseil général selon leur appartenance au groupe des barreaux de langue française ou au groupe des barreaux de langue néerlandaise, telle qu'elle est déterminée par l'article 498, alinéas 5 et 6.

Dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, les avis prévus par les articles 66, 88 et 195 sont donnés par chacun des bâtonniers des deux Ordres des avocats".

Article 6.

La rédaction suivante est proposée, notamment afin d'assurer une meilleure concordance, d'une part avec l'article 5 et, d'autre part, entre les textes français et néerlandais :

"Article 6.-

A l'article 498 du même Code, modifié par la loi du 7 juin 1972, sont apportées les modifications suivantes :

"1° L'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

"Toute décision doit recueillir la majorité des voix représentant les barreaux appartenant respectivement au groupe des barreaux de langue française et au groupe des barreaux de langue néerlandaise".

2° L'alinéa 5 est remplacé par les alinéas suivants :

"L'Ordre français ... appartiennent au groupe des barreaux de langue française".

.../...

"L'Ordre néerlandais ... appartiennent au groupe des barreaux de langue néerlandaise".

Article 7.

Cet article gagnerait à être libellé dans les termes suivants :

"Article 7.-

L'article 499, alinéa 2, du même Code, est remplacé par l'alinéa suivant :

"Toute décision doit en ce cas recueillir, tant dans le groupe français que dans le groupe néerlandais, la majorité des voix des barreaux représentés selon les modalités prévues à l'article 498; elle doit aussi recueillir les deux tiers des voix de l'ensemble des avocats représentés selon les modalités prévues au même article".

Article 8.

Au paragraphe 2, alinéa 1er, mieux vaudrait écrire, dans le texte français "... seront organisées au plus tard dans les trois mois de l'entrée en vigueur de celle-ci".

Le texte néerlandais de cette disposition devrait être rédigé comme suit :

"De eerste verkiezingen in elk van beide door deze wet opgerichte Orden zullen worden gehouden uiterlijk binnen drie maanden na de inwerkingtreding van deze wet".

.../...

A la fin de l'alinéa 2 du même paragraphe, dans le texte français, il faudrait écrire, comme dans le texte néerlandais, "pendant les vacances judiciaires". Dans le texte néerlandais, il faut écrire "vakantie" et non "vacantie".

L'alinéa 4 du paragraphe 2 devrait être incorporé dans l'alinéa 3 pour assurer la continuité avec la première phrase. Par ailleurs, il conviendrait d'écrire "Les deux listes de stagiaires ..." dans le texte français.

+

Au paragraphe 3, il faut écrire dans le texte français "Les listes visées au paragraphe 2 ..." au lieu de "Les listes dont question au § 2 ...".

+

Au paragraphe 4, alinéa 1er, il convient d'écrire, à la troisième ligne "... le premier jour du mois ..." au lieu de "... le 1er du mois ...".

Au même paragraphe 4, alinéa 1er, troisième phrase, mieux vaudrait écrire plus simplement, comme à l''article 178 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales : "Cet ordre est réputé exister pour sa liquidation".

A l'alinéa 2 du paragraphe 4, dans le texte français, il y a lieu d'écrire "... conformément au paragraphe 2 ..." au lieu de "... suivant ce qui est dit au § 2 ..." et dans le texte néerlandais "... overeenkomstig paragraaf 2", au lieu de "... krachtens § 2 ...".

L'alinéa 3 du paragraphe 4 serait mieux rédigé comme suit :

"Ils procéderont à la liquidation, au partage du patrimoine de l'Ordre dissous ou, le cas échéant, à la création d'indivisions volontaires dans l'intérêt des services communs aux deux Ordres, conformément aux principes et aux modalités que le Conseil de l'Ordre des avocats du barreau de Bruxelles aura arrêtés avant la dissolution de cet Ordre".

+

Tel qu'il est rédigé, le paragraphe 5 semble non seulement permettre aux deux Ordres du barreau de Bruxelles de compromettre, mais les y obliger.

Une telle obligation serait contraire à la fois à l'article 92 et à l'article 94, deuxième phrase, de la Constitution. Le paragraphe 5 devrait donc, pour demeurer conforme à ces dispositions, être rédigé de telle façon que l'arbitrage soit présenté comme une simple faculté accordée par dérogation à l'article 1676, 2, du Code judiciaire.

+

Au paragraphe 6, il y a lieu d'écrire : "Par dérogation à l'article 430, alinéa 1er, ..." et non "Par dérogation au premier alinéa de l'article 430, ...".

A la fin du même paragraphe 6, le signe "§" doit être remplacé par le mot "paragraphe".

+

.../...

Le paragraphe 7 pourrait être rédigé plus simplement comme suit :

"§ 7. Les avocats honoraires du barreau de Bruxelles choisissent, dans les trois mois de la date des élections prévues au paragraphe 2, la liste sur laquelle ils désirent être inscrits, soit à la suite du tableau de l'Ordre français, soit à la suite du tableau de l'Ordre néerlandais.

La langue utilisée pour l'octroi du titre d'avocat honoraire déterminera l'inscription de ceux qui n'auront pas effectué de choix".

Article 9.

Il conviendrait, dans le texte français, de remplacer le mot "parution" par le mot "publication" qu'emploie la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires.

Le texte néerlandais doit être rédigé comme suit :

"Artikel 9.-

Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt".

OPSCHRIFT.

Het opschrift zou als volgt kunnen worden vereenvoudigd zonder aan nauwkeurigheid in te boeten :

"Wet houdende wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op de oprichting van twee Orden van advocaten in het gerechtelijk arrondissement Brussel".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

De inleidende volzin zou, zoals gebruikelijk is, als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 430 van het Gerechtelijk Wetboek wordt vervangen door de volgende bepalingen : ".

Er is geen reden om de Franse versie van het zevende lid van het ontworpen artikel 430 in het meervoud te stellen, aangezien de thans van kracht zijnde leden 2 en 3, alhoewel ze in het enkelvoud zijn gesteld, reeds toepassing vinden op alle Orden van advocaten van het land. De Franse tekst van het ontworpen zevende lid zou dan ook beter als volgt worden geredigeerd :

"Le tableau et la liste sont affichés par les soins du bâtonnier, qui veille à leur mise à jour".

In de Nederlandse tekst schrijve men "door toedoen van de stafhouder" in plaats van "door toedoen van hun stafhouder".

.../...

Artikel 2.

De inleidende volzin zou, zoals gebruikelijk is, als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 433 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepalingen : ".

Artikel 3.

De inleidende volzin zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 448, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door het volgende lid : ".

Artikel 4.

Dit artikel redigere men als volgt :

"Artikel 4.-

In artikel 451 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

"1° Het teken "§ 1." vervalt.

2° Paragraaf 2 wordt opgeheven".

Artikel 5.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom in de amendementen die hem zijn toegezonden het volgens artikel 5

van het oorspronkelijk voorontwerp ontworpen lid is weggelaten. Er van uitgaande dat het hier gewoon een onoplettendheid betreft, stelt hij voor artikel 5 als volgt te redigeren :

"Artikel 5.-

In artikel 490 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 7 juni 1972, worden het derde en het vierde lid vervangen door de volgende leden :

"De balies zijn in de algemene raad vertegenwoordigd naargelang zij behoren tot de groep van de Nederlandstalige balies of tot de groep van de Franstalige balies, zoals bepaald in artikel 498, vijfde en zesde lid.

In het gerechtelijk arrondissement Brussel worden de adviezen bedoeld in de artikelen 66, 88 en 195 gegeven door de stafhouder van elk van de twee Orden van advocaten".

Artikel 6.

Voornamelijk met het oog op een betere overeenstemming, enerzijds met artikel 5 en, anderzijds, tussen de Franse en de Nederlandse tekst, wordt de volgende redactie voorgesteld :

"Artikel 6.-

In artikel 498 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 7 juni 1972, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

"1° Het tweede lid wordt vervangen door het volgende lid :

"Iedere beslissing moet de meerderheid van de stemmen verkrijgen die de balies vertegenwoordigen die respectievelijk behoren tot de groep van de Nederlandstalige balies en tot de groep van de Franstalige balies".

.../...

2° Het vijfde lid wordt vervangen door de volgende leden :

"De Franse orde ... behoren tot de groep van de Franstalige balies.

De Nederlandse Orde ... behoren tot de groep van de Nederlandstalige balies".

Artikel 7.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 7.-

Artikel 499, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen door het volgende lid :

"Iedere beslissing moet, in dat geval, zowel in de Nederlandse groep als in de Franse groep, de meerderheid verkrijgen van de stemmen van de balies die vertegenwoordigd zijn volgens de regels van artikel 498; zij moet ook twee derde van de stemmen verkrijgen van de advocaten die vertegenwoordigd zijn volgens de regels van hetzelfde artikel".

Artikel 8.

In paragraaf 2, eerste lid, schrijve men in de Franse tekst "... seront organisées au plus tard dans les trois mois de l'entrée en vigueur de celle-ci".

De Nederlandse tekst van deze bepaling leze men als volgt :

.../...

"De eerste verkiezingen in elk van beide door deze wet opgerichte Orden zullen worden gehouden uiterlijk binnen drie maanden na de inwerkingtreding van deze wet".

Aan het slot van het tweede lid van dezelfde paragraaf schrijve men in de Franse tekst "pendant les vacances judiciaires", overeenkomstig de Nederlandse tekst, en in deze laatste schrijve men "vakantie" in plaats van "vacantie".

Het vierde lid van paragraaf 2 zou moeten worden opgenomen in het derde lid om direct aan te sluiten bij wat voorafgaat. Overigens schrijve men in de Franse tekst "Les deux listes de stagiaires ... ".

+

In paragraaf 3 schrijve men in de Franse tekst "Les listes visées au paragraphe 2 ..." in plaats van "Les listes dont question au § 2 ... ".

+

In paragraaf 4, eerste lid, dient op de derde regel te worden gelezen "... de eerste dag van de maand ..." in plaats van "... de eerste van de maand ... ".

In dezelfde paragraaf 4, eerste lid, derde volzin, kan eenvoudiger worden gelezen : "Zij wordt geacht voort te bestaan voor haar vereffening", overeenkomstig artikel 178 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, zoals dat artikel voorkomt in het Wetsontwerp tot vaststelling

.../...

van de Nederlandse tekst en tot aanpassing van de Franse tekst van het Wetboek van Koophandel, Boek I, Titel IX (Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting 1981-1982, Gedr. St. 314 - nr 1).

In paragraaf 4, tweede lid, schrijve men in de Franse tekst "... conformément au paragraphe 2 ..." in plaats van "... suivant ce qui est dit au § 2 ..." en in de Nederlandse tekst "... overeenkomstig paragraaf 2 ..." in plaats van "... krachtens § 2 ... ".

Het derde lid van paragraaf 4 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Zij gaan over tot de vereffening, verdelen het patrimonium van de ontbonden Orde, of brengen, in voorkomend geval, vrijwillige onverdeeldheden tot stand in het belang van de diensten die aan de twee Orden gemeenschappelijk zijn, overeenkomstig de principes en de regels die de Raad van de Orde van advocaten bij de balie te Brussel zal uitgevaardigd hebben vóór de ontbinding van die Orde".

+

Zoals paragraaf 5 is geredigeerd, lijkt hij de twee Orden bij de balie te Brussel niet enkel de mogelijkheid te geven om een compromis aan te gaan, maar ze daartoe te verplichten.

Zo'n verplichting zou strijdig zijn én met artikel 92 én met artikel 94, tweede volzin, van de Grondwet. Om in overeenstemming te blijven met die bepalingen, zou paragraaf 5 dus derwijze moeten worden geredigeerd dat de arbitrage gewoon wordt voorgesteld als een mogelijkheid die wordt verleend in afwijking van artikel 1676, 2, van het Gerechtelijk Wetboek.

+

In paragraaf 6 schrijve men : "In afwijking van artikel 430, eerste lid, ..." en niet "In afwijking op de eerste alinea van artikel 430 ... ".

Aan het slot van dezelfde paragraaf 6, moet het teken "§" vervangen worden door het woord "paragraaf".

+

Paragraaf 7 zou eenvoudiger kunnen worden gesteld als volgt :

"§ 7. De ere-advocaten bij de balie te Brussel kiezen binnen drie maanden na de in paragraaf 2 bedoelde verkiezingen, de lijst waarop zij wensen ingeschreven te worden, hetzij achteraan op het tableau van de Franse Orde, hetzij achteraan op het tableau van de Nederlandse Orde.

De taal gebruikt voor het toekennen van de titel van ere-advocaat bepaalt de inschrijving van hen die geen keuze hebben gedaan".

Artikel 9.

In de Franse tekst vervange men het woord "parution" door het woord "publication", dat wordt gebruikt in de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen.

De Nederlandse tekst dient te worden geredigeerd als volgt :

"Artikel 9.-

Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : P. TAPIE,		président de chambre,
de Heren :		kamervoorzitter,
Ch. HUBERLANT,		conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR,		staatsraden,
P. DE VISSCHER,		assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX,		assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame : M. VAN GERREWEY,		greffier,
Mevrouw :		griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. E. FALMAGNE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. FALMAGNE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.